



## Avant-Propos

Le Haut-Commissariat au Plan élabore le budget économique exploratoire 2023 qui présente une révision de la croissance économique nationale en 2022, ainsi que les perspectives pour l'année 2023. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux décideurs de prendre conscience de l'évolution économique prévue en 2023. Il constituera, ainsi, un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques appuyés par d'éventuelles mesures à mettre en œuvre notamment, dans le cadre de la Loi de Finances 2023.

L'élaboration de ce budget économique tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l'année 2021 à base 2014 et des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan durant le premier semestre de l'année 2022. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.

Les prévisions pour l'année 2023 sont basées sur l'hypothèse d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2022/2023 et la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2022.

## Principaux indicateurs macroéconomiques

2021

2022

2023

### Evolution de la croissance économique nationale (en %)

➤ Produit Intérieur Brut	7,9	1,3	3,7
➤ Valeur ajoutée non agricole	6,6	3,5	2,9
➤ Valeur ajoutée primaire	17,6	-13,5	11,8
➤ Inflation	3,2	4,9	0,8

### Principaux Ratios (en % du PIB)

➤ Déficit commercial	-15,6	-17,9	-17,5
➤ Besoin de financement	-2,3	-4,7	-4,4
➤ Déficit budgétaire	-5,5	-5,4	-5,5
➤ Taux d'endettement global	82,5	83,3	83,6

## **L'économie mondiale mise à l'épreuve suite à de multiples chocs...**

Après le rebond exceptionnel qui a suivi la profonde récession, l'économie mondiale devrait faire face à de multiples chocs notamment le conflit en Ukraine, les confinements répétitifs en Chine et le resserrement monétaire dans les pays développés. L'estimation de l'ampleur de ces percussions sur l'économie mondiale demeure délicate et dépendrait de l'évolution des problèmes géopolitiques et des actions menées par les différents gouvernements. Cependant, il ne fait aucun doute que le bouleversement des relations internationales, l'aggravation des pressions inflationnistes et les perturbations dans les chaînes d'approvisionnements minent la confiance et nuisent à la croissance mondiale qui devrait fortement ralentir passant de 5,8% en 2021 à 3,0% en 2022 et 2,8% en 2023<sup>1</sup>.

### *... Répercussions différenciées selon les régions du monde*

**L'économie européenne** serait la plus touchée par le conflit en Ukraine suite notamment à la forte dépendance de la Russie en matière des produits énergétiques. Le niveau élevé de l'inflation et la recrudescence des incertitudes devraient affecter la consommation et l'investissement et les nouvelles pénuries de matériaux devraient freiner l'évolution du secteur manufacturier. Ainsi, la croissance économique de la zone euro devrait ralentir passant de 5,3% en 2021 à 2,6% en 2022 et à 1,6% en 2023.

Toutefois, l'impact serait différent d'un pays à l'autre, les pays disposant d'un secteur manufacturier important et d'une plus grande dépendance à l'énergie russe devraient subir les effets les plus lourds. Les difficultés d'approvisionnement énergétique,

---

<sup>1</sup> Chiffres de l'OCDE, juin 2022

notamment en gaz, devraient continuer d'alimenter l'inflation dont le taux devrait varier selon la structure économique et l'ampleur des pénuries de main d'œuvre.

**L'Allemagne**, en particulier, dont le tiers environ de ses approvisionnements en énergie provenait de la Russie, devrait enregistrer une croissance limitée à 1,9% seulement en 2022 et à 1,7% en 2023 accompagnée d'une inflation de 7,2% en 2022 au lieu de 3,2% enregistrée en 2021, avant de revenir à 4,7% en 2023. De même, la hausse des prix en **Italie** devrait atteindre 6,3% en 2022 et 3,8% en 2023 au lieu de 1,9% en 2021, alors qu'en **France**, l'inflation devrait atteindre 5,2% en 2022 et 4,5% en 2023 après 2,1% en 2021. Globalement, l'inflation dans la zone euro devrait fortement augmenter à 7% en 2022 après 2,6% enregistrée en 2021, incitant les banques centrales à accélérer la normalisation de la politique monétaire.

Ces perspectives d'une croissance économique en berne accroîtraient le pessimisme des investisseurs envers la monnaie européenne tirant sa valeur vers le bas. Par ailleurs, la hausse des taux directeurs aux Etats-Unis devrait affaiblir davantage l'euro, ce qui devrait alourdir la facture énergétique en Europe, renchérir les coûts des entreprises et éroder le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, **la parité euro dollar** passerait de 1,18 en 2021 à près de 1,07 en 2022 et 2023.

**Aux Etats-Unis**, la poussée de l'inflation serait, en grande partie, d'origine intérieure. La demande intérieure en 2022 devrait rester vigoureuse mais elle continuerait de se heurter à des contraintes du côté de l'offre au moment où les tensions sur le marché du travail augmenteraient les salaires. Ainsi, le resserrement de la politique monétaire, décidé cette année pour juguler la flambée des prix accompagné par le retrait du soutien budgétaire, devrait peser sur l'activité économique américaine qui devrait ralentir à 2,5 % en 2022 et à 1,2% en 2023 au lieu de 5,7% enregistrée en 2021.

**En Chine**, l'activité économique toujours affaiblie par un secteur immobilier en berne, devrait ralentir à 4,4% après 8,1% l'année précédente suite à la politique Zéro-Covid et à la décélération des exportations du pays, affectées par la désorganisation du commerce mondial. La croissance **en Inde** devrait plutôt rester robuste malgré une légère décélération, grâce au niveau élevé des investissements publics et privés qui devraient continuer de soutenir l'activité économique.

Pour le reste **des pays émergents et en développement**, la croissance devrait fléchir en 2022, impactée notamment par la montée de l'inflation, induisant au creusement des déficits commerciaux et à l'accroissement des niveaux d'endettement. Ces pays resteraient confrontés à des arbitrages délicats entre soutien des revenus, viabilité de la dette et confiance des investisseurs. Cela étant, le renchérissement des matières premières devrait bénéficier aux pays exportateurs et leur offrir ainsi une certaine latitude pour amortir le choc de l'inflation sur leurs économies.

### *Perturbation des marchés des matières premières et du commerce mondial...*

Sur les **marchés pétroliers**, l'offre devrait rester serrée en raison des sanctions contre la Russie alors que les augmentations progressives de la production de l'OPEP resteraient insuffisantes pour assurer une détente sur le marché ; ce qui devrait saper les réserves mondiales de brut déjà limitées. En outre, la situation de l'approvisionnement pourrait devenir encore plus difficile suite aux conflits géopolitiques qui devraient induire à des circuits commerciaux plus coûteux; entraînant une réorientation majeure des échanges sur le marché de l'énergie et une inflation plus durable.

Ces risques liés à l'offre sont partiellement contrebalancés par les inquiétudes concernant la réduction de la demande, en liaison avec la morosité de la croissance

mondiale. Le cours du pétrole brut devrait ainsi atteindre près de 100\$/b en 2022 et 2023, soit une augmentation de 50% par rapport à 2021<sup>2</sup>.

Quant **aux prix des autres produits énergétiques**, ils devraient atteindre un niveau historique affichant une croissance de près de 18% en 2022 après 32,7% en 2021 avant de s'atténuer légèrement en 2023. Les cours du gaz naturel et du charbon devraient être deux fois plus élevés en 2022 qu'en 2021 ce qui devrait induire la flambée des cours des engrais, exerçant une pression à la hausse sur les prix agricoles. De leur côté, les prix des métaux et minerais devraient progresser de 16% en 2022 après 49,5% en 2021, ce qui devrait augmenter le coût des énergies renouvelables.

Dans ces conditions, la croissance **du commerce mondial** devrait être limitée à près de 4,9% en 2022 et 3,9% en 2023 au lieu de 10% en 2021. La décélération du commerce des biens serait accompagnée par le ralentissement des services suite aux dysfonctionnements dans le secteur des transports. De même, les coûts du commerce devraient augmenter, impactés par les prix élevés de l'énergie et par les différentes sanctions et restrictions à l'exportation.

### *... et exacerbant les pressions inflationnistes*

Cette forte hausse des prix devrait exacerber les pressions inflationnistes et perturber la production, ce qui devrait affecter les disponibilités alimentaires et les revenus et les moyens de subsistance des populations vulnérables. Une inflation très élevée signifie également que les dépenses publiques pourraient diminuer en termes réels, réduisant le niveau des services publics et comprimant les salaires. En 2023, l'inflation mondiale devrait légèrement ralentir à près de 3%, soit un niveau au-delà

---

<sup>2</sup> Banque mondiale, juin 2022

des objectifs dans de nombreux pays. Les pouvoirs publics doivent désormais procéder à des arbitrages de plus en plus complexes, entre préservation de la croissance et limitation de l'inflation.

## **Net ralentissement de la croissance économique nationale en 2022**

L'économie nationale, affaiblie par la crise sanitaire et pâtissant d'un secteur agricole en berne, devrait subir en 2022 les effets de cet environnement mondial défavorable via notamment la décélération de la demande extérieure et la montée de l'inflation. La hausse générale des prix devrait affecter nettement l'offre et la demande, ce qui devrait peser lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages et sur le budget de l'Etat. Ainsi, les prévisions établies dans le cadre du budget économique prévisionnel du janvier dernier, devraient être revues à la baisse.

### *Faible production céréalière compensée légèrement par les bonnes performances des cultures printanières*

Le secteur agricole devrait peser négativement sur l'activité économique suite à la sécheresse subie durant la campagne agricole 2021-2022, induisant ainsi une baisse significative de la production des céréales. Cependant, le niveau des précipitations enregistré aux mois de mars et avril, a contribué à l'atténuation de la baisse de la production céréalière. Celle-ci est stimmée à 32MQx, en recul de 69% par rapport à la campagne précédente.

Ces pluies tardives devraient également être bénéfiques aux cultures printanières et aux activités de l'élevage. Celles-ci devraient bénéficier de l'amélioration du couvert végétal et du plan d'urgence mis en place pour soutenir les éleveurs face à la sécheresse et à la hausse des prix des aliments du bétail. Ainsi, la valeur ajoutée



agricole devrait marquer un repli de l'ordre de 14,6% en 2022 après une hausse remarquable de 17,8% en 2021.

Compte tenu d'une évolution de 2,9% de l'activité de la pêche maritime, en nette décélération par rapport à 12,7% enregistré en 2021, le **secteur primaire** devrait ainsi, enregistrer une forte baisse de l'ordre de 13,5% après un fort rebond de 17,6% en 2021.

### *Secteur non agricole freiné par la décélération des activités secondaires*

Les activités non agricoles devraient être impactées par le ralentissement prévu des activités secondaires, suite à la décélération de la demande extérieure, et aux répercussions de la flambée des cours des produits de base importés en particulier ceux des produits énergétiques. En effet, **les activités du secteur secondaire** devraient dégager une valeur ajoutée en nette décélération, avec un rythme d'accroissement de 1,5% seulement au lieu de 6,8% en 2021. Cette évolution s'explique par la contreperformance des activités des industries de transformation, qui devraient ralentir à 1,1% en 2022, suite notamment à la baisse des industries chimiques et à la nette décélération du secteur de l'automobile. Par ailleurs, l'activité du **secteur minier** devrait afficher une croissance timide en 2022 de l'ordre de 0,5%, sous l'effet de l'amélioration prévue de la production du phosphate roche durant le deuxième semestre de l'année en cours.

Le secteur du **BTP** devrait, de son côté, connaître un fort ralentissement de son activité à 1,3% en 2022, en raison de la faible dynamique de l'offre et de la demande des biens immobiliers et de l'absence de nouvelles mesures fiscales incitatives. Le renchérissement exceptionnel des prix des matériaux de construction devrait démotiver les promoteurs immobiliers en limitant leurs marges bénéficiaires, au moment où la demande en logement devrait être affectée par l'affaiblissement du

pouvoir d'achat. Toutefois, les projets d'infrastructure mis en œuvre par l'Etat devraient compenser en partie le tassement de l'activité du bâtiment.

**Néanmoins, les activités tertiaires** devraient compenser en partie le net ralentissement des activités secondaires et contribuer positivement à la croissance des activités non agricoles. Le redressement des **services marchands**, en particulier ceux du transport et des activités touristiques devraient profiter de la réouverture des frontières et de la levée des restrictions des déplacements suite à l'amélioration de la situation sanitaire. De leur côté, **les services non marchands** devraient poursuivre leur tendance haussière en 2022 affichant une croissance de 4,7%, suite à la hausse des dépenses de la masse salariale.

Au total, l'activité économique nationale devrait enregistrer une valeur ajoutée globale en hausse de 1,2% en 2022 au lieu de 7,8% en 2021. Tenant compte d'une progression de 2,2% des impôts et taxes sur les produits nets de subventions, **la croissance économique nationale devrait afficher un net ralentissement de 1,3% par rapport à 7,9% enregistrée en 2021**. L'inflation, exprimée par l'indice implicite du PIB, devrait connaître une hausse de près de 4,9% après 3,2% en 2021 et 0,1% en 2020.

Dans ces conditions, le marché du travail serait marqué par une baisse du taux d'activité de 0,9% après une hausse de 1,1% en 2021. Ainsi, et tenant compte d'une baisse prévisible de la création nette d'emploi, **le taux de chômage** au niveau national devrait connaître une quasi-stagnation à 12,2% en 2022.

### ***Baisse du pouvoir d'achat et décélération de la consommation des ménages***

Après sa forte hausse en 2021, **la demande intérieure** devrait enregistrer un ralentissement de l'ordre de 1,3% en 2022, entravée par la décélération prévue de **la consommation des ménages** à 1,6% qui ne contribuerait que de 0,9 point à la

croissance en 2022, au lieu de 4,8 points en 2021. Cette situation s'explique par le fléchissement des revenus notamment agricoles et par la baisse des transferts des MRE, après leur fort accroissement deux années auparavant. A cela s'ajoute la flambée des prix des matières énergétiques qui engendre la hausse des cours d'autres produits de base. Cette situation devrait entraîner une baisse du pouvoir d'achat des ménages de 1,5% en 2022 au lieu d'une croissance moyenne de 1,1% entre 2015 et 2019.

De son côté, **la consommation des administrations publiques** devrait maintenir son rythme de croissance à 5,5% en 2022, en raison de ses charges incompressibles, notamment des dépenses des biens et services qui devraient représenter 15,9% du PIB. Au total, **la consommation finale nationale** devrait accuser un ralentissement, enregistrant une croissance de 2,5% contre 7,5% un an auparavant, portant sa contribution à 2 points seulement en 2022 contre 5,9 points en 2021.

Par ailleurs, la formation brute de capital fixe devrait ralentir à 2,6% en 2022 au lieu de 9,3% enregistrée en 2021. Sa contribution à la croissance économique devrait être positive de 0,7 point en 2022 contre 2,4 points en 2021, alors que la variation des stocks devrait avoir une contribution négative de 1,2 point à la croissance du PIB au lieu d'une contribution positive de 1,4 point en 2021. Compte tenu de ces évolutions, l'investissement brut devrait baisser de 1,6% en 2022 au lieu d'une hausse de 13,3% une année auparavant. Il devrait ainsi afficher une contribution négative de 0,5 point à la croissance au lieu d'une contribution positive de 3,8 points enregistrée en 2021.

### ***Déficit commercial en accentuation dans un contexte de renchérissement des prix***

L'économie nationale devrait subir les répercussions des perturbations du commerce mondial, suite notamment à la décélération de la croissance de nos principaux

partenaires commerciaux. Ainsi, la demande adressée au Maroc devrait ralentir passant de 10,9% en 2021 à 5,9% en 2022.

**Les exportations des biens et services en volume** devraient progresser de 9,0% en 2022 tirées par les exportations en particulier des secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et du textile. De leur part, les exportations du secteur automobile devraient connaître un ralentissement suite aux problèmes d'approvisionnement et de la cherté des intrants au niveau mondial.

De leur côté, les **importations des biens et services** devraient évoluer de 7,4% en volume en 2022 après 11,8% l'année précédente. Le faible rendement céréalier de l'amont agricole devrait entraîner une augmentation des importations des produits alimentaires, notamment en céréales, ce qui devrait aggraver davantage la facture alimentaire. En outre, les importations incompressibles des produits énergétiques devraient enregistrer une hausse, sur fond d'une demande intérieure croissante.

Par ailleurs, l'allègement des mesures restrictives de déplacement et l'ouverture des frontières devraient avoir un impact positif sur le niveau **des échanges des services** qui devraient garder leur tendance haussière avec un retour graduel des activités du tourisme et du transport. Ainsi, la contribution de la **demande extérieure nette** devrait rester négative de l'ordre de 0,1 point après -1,8 point en 2021.

L'envolée des prix des matières premières à l'échelle internationale devrait profiter à l'augmentation des exportations des biens en valeur, mais devrait alourdir également la facture des importations des biens notamment celles énergétique et alimentaire. Ainsi **le déficit commercial** devrait s'aggraver passant de 15,6% du PIB à 17,9% en 2022.

Compte tenu des échanges de services, **le déficit en ressources** devrait atteindre 11,6% du PIB en accentuation par rapport à 10,7% du PIB en 2021.

Les transferts des MRE, après leur hausse exceptionnelle durant les deux dernières années, devraient accuser une légère baisse, alors que les flux des revenus des investissements devraient connaître une quasi-stagnation ce qui devrait engendrer une baisse des revenus nets provenant du reste du monde de près de 10,2%. C'est ainsi que **le solde du compte courant** devrait enregistrer un déficit en accentuation, passant de 2,3% du PIB en 2021 à 4,7% en 2022.

### *Les finances de l'Etat sous pression de la hausse des prix*

La situation des finances publiques devrait être impactée par l'exacerbation des cours mondiaux des matières premières affectant ainsi **les dépenses ordinaires** qui devraient s'accroître de près de 11% pour atteindre 20,5% du PIB en 2022. Cette hausse serait attribuable notamment à l'augmentation prévue des dépenses de la caisse de compensation qui devraient atteindre près de 2,6% du PIB. Cette évolution s'explique par la flambée des cours du gaz et du blé et par les aides accordées aux professionnels du secteur du transport, en vue d'atténuer l'impact de la hausse des prix du carburant. La hausse des dépenses courantes de l'Etat serait imputable également à l'accroissement **des dépenses des biens et services** qui devraient s'établir à 15,9% du PIB en 2022.

**Les dépenses d'investissement** devraient préserver leur niveau malgré la conjoncture économique actuelle, dans le cadre d'une politique visant la relance économique et la création d'emploi. Globalement, **les dépenses totales** devraient s'accroître de près de 8,5% pour atteindre 26,2% du PIB en 2022.

Par ailleurs, **les recettes ordinaires** devraient légèrement progresser pour atteindre 20,6% du PIB contre 19,9% du PIB en 2021, portées à la fois par la hausse attendue des impôts directs et indirects. Les recettes provenant de l'IS devraient afficher un bon comportement en liaison avec les performances des secteurs phosphatier et

financier en particulier. De leur côté, les recettes des impôts indirects devraient s'améliorer en raison notamment de l'accroissement prévu des recettes de la TVA à l'importation et celles des droits de douanes. De leur part, **les recettes non fiscales** devraient s'établir à 2,6% du PIB contre 2,9% du PIB en 2021.

Dans ces conditions, **le déficit budgétaire** devrait se maintenir à près de 5,4% du PIB en 2022 en accentuation, toutefois, par rapport à la moyenne annuelle de 3,7% du PIB enregistrée entre 2014-2019.

### *Accentuation du besoin de financement dans un contexte monétaire difficile à l'international*

La pression exercée sur le budget de l'Etat devrait accentuer le besoin de financement du Trésor. A cet effet, le recours au marché international pour le financement de ce besoin s'avère indispensable afin d'éviter une pression sur les liquidités domestiques, quoique le resserrement monétaire des grandes banques centrales à l'échelle internationale, devrait induire la hausse des taux d'emprunt. Dans ce cadre, une sortie du Trésor à l'extérieur de 40 MMDH est prévue selon la LF2022 après une absence en 2021.

Ainsi, le poids de **la dette extérieure du trésor** dans l'endettement global du Trésor devrait augmenter pour se stabiliser à 23,6%, demeurant toutefois moins élevé que son benchmark de référence, soit 25% mais plus élevé que son niveau moyen de 22,2% observé durant la période 2014-2019. S'agissant de **la dette intérieure du trésor**, elle devrait représenter 76,4% de la dette du trésor, ainsi **l'endettement global du trésor** devrait poursuivre son trend haussier pour atteindre 70,4% du PIB en progression de 8,5% en 2022.

Tenant compte de **la dette extérieure garantie** qui devrait représenter près de 12,9% du PIB, le poids de **la dette extérieure publique** devrait se maintenir à près de

29,5% du PIB à fin 2022, en recul par rapport à son niveau de 32,6% en 2020. Globalement, **la dette publique** devrait s'accroître pour passer à 83,3% du PIB au lieu de 82,5% en 2021.

### *Maintien d'un niveau confortable des réserves en devises*

La politique monétaire en 2022 devrait rester accommodante malgré la montée en flèche de l'inflation, priorisant le soutien d'une économie affaiblie par les crises sanitaires et géopolitiques, et par les conditions climatiques défavorables. Ainsi, le maintien du taux directeur à 1,5% devrait continuer de préserver les conditions d'accès aux crédits. De ce fait, les crédits bancaires à l'économie devraient progresser de près de 4,1% en 2022, tirés principalement par l'augmentation prévue des comptes débiteurs et crédits de trésorerie, freinés toutefois par la décélération attendue des crédits à l'équipement. Quant aux avoirs extérieurs nets, ils devraient évoluer pour dépasser les 320MMDH en 2022, assurant ainsi près de 5,8 mois d'importations, suite notamment à la sortie attendue du Trésor à l'international.

Tenant compte de l'évolution prévue des autres contreparties de la masse monétaire, notamment la poursuite de l'accélération des créances nettes sur l'administration centrale, et de la hausse attendue de la circulation fiduciaire qui devrait ramener le déficit de la liquidité bancaire à près de 78MMDH<sup>3</sup>, la **masse monétaire** devrait augmenter de 5,8% en 2022.

---

<sup>3</sup> Rapport sur la politique monétaire (BAM, juin 2022)

## L'activité économique nationale en 2023 resterait impactée par des niveaux élevés des prix

Les prévisions économiques pour l'année 2023 tiennent compte d'une croissance mondiale modérée induisant un ralentissement prévisible de la demande mondiale adressée au Maroc et du maintien des niveaux élevés des prix des matières premières au niveau mondial. Ces projections se basent également sur un scénario d'une production céréalière moyenne et prennent en considération, la reconduction de la politique budgétaire mise en vigueur durant l'année 2022.

Ces perspectives restent, toutefois marquées par un niveau élevé d'incertitudes et des risques baissiers liés notamment à l'évolution de la situation géopolitique et les effets qui en découlent en particulier les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la pénurie des produits de base.

Sur la base de toutes ces hypothèses, **le secteur primaire** devrait afficher une valeur ajoutée en hausse de 11,8%, conforté par le raffermissement des cultures hors céréales et de l'activité de l'élevage durant la campagne 2022/2023.

Cependant, les **activités non agricoles** devraient enregistrer une valeur ajoutée en décélération à près de 2,9% en 2023 au lieu de 3,5% en 2022. Le **secteur secondaire** devrait afficher une croissance de 3,5% en 2023, qui s'explique par une amélioration prévisible des industries de transformation et celle du secteur minier, en relation notamment avec le redressement attendu de la demande adressée au phosphate et de ses dérivés. Le secteur du bâtiment devrait continuer de pâtir des effets négatifs de la hausse de l'inflation des produits de construction. **Le secteur tertiaire** devrait de son côté, connaître une croissance modérée de 2,5% en 2023 au lieu de 4,5% attendue en 2022, attribuable notamment au ralentissement prévu des services marchands de



2,1% après 4,5% prévu pour l'année en cours et de 4,1% des services non marchands en 2023.

Compte tenu d'une évolution des impôts et taxes sur les produits nets de subventions de 1,5%, le **Produit Intérieur Brut** devrait enregistrer un taux de croissance de l'ordre de **3,7% en 2023** après un ralentissement de **1,3% prévu en 2022**. **En terme nominal**, le produit intérieur brut devrait enregistrer une progression de 4,5%. Cette évolution fait ressortir **une hausse de l'inflation**, mesurée par l'indice implicite du PIB, de 0,8 % au lieu de 4,9 % en 2022.

### *Croissance économique soutenue principalement par la demande intérieure*

**La demande intérieure** devrait s'accroître de 3,3% en 2023 au lieu de 1,3% prévu en 2022, contribuant ainsi de près de 3,6 points à la croissance du PIB au lieu de 1,5 point en 2022. Cette hausse s'explique par l'accroissement prévu de la **consommation des ménages** de 2,4% en 2023, profitant de l'amélioration des revenus, portant sa contribution à la croissance économique de 1,4 point au lieu de 0,9 point en 2022. De son côté, la **consommation des administrations publiques**, devrait maintenir sa contribution à près d'un point. Par ailleurs, **l'investissement brut** devrait s'accroître de près de 3,5% contribuant positivement à la croissance de 1,1 point au lieu d'une contribution négative attendue en 2022.

En parallèle, **la demande extérieure** devrait avoir une contribution nulle à la croissance suite notamment à une hausse en volume des importations des biens et services de 4,1% en 2023 contre une évolution de 5,2% des exportations en 2023. La hausse des prix des produits énergétiques et alimentaires devrait continuer de peser sur la **balance commerciale** dont le déficit devrait rester élevé pour atteindre 17,5%, quoiqu'en allègement par rapport 17,9% du PIB en 2022. Tenant compte des

échanges des services, **le déficit en ressources** devrait s'alléger passant de 11,6% du PIB en 2022 à 10,8% du PIB en 2023.

Avec un accroissement du PIB nominal de 4,5% en 2023 et de la consommation finale nationale de 4,1%, le taux d'épargne intérieure devrait s'améliorer à 21,2% du PIB en 2023 au lieu de 20,8% prévu pour l'année en cours. En tenant compte des revenus nets en provenance du reste du monde qui devraient représenter près de 5,3% du PIB, l'épargne nationale devrait se maintenir à 26,5% du PIB en 2023, mais resterait inférieure au niveau d'investissement brut à 30,9% du PIB. De ce fait, le besoin de financement de l'économie devrait atteindre 4,4% du PIB en 2023 en allègement par rapport à 4,7% du PIB prévu pour l'année en cours.

### ***Déficit budgétaire exacerbé par le niveau élevé de la compensation face au ralentissement des recettes***

La poursuite prévue de l'évolution des dépenses budgétaires alourdies par le niveau élevé des prix des produits subventionnés et par l'effort budgétaire en matière de la généralisation de la protection sociale et de la réforme de la santé et de l'éducation, devraient exercer davantage de pression sur les finances de l'Etat en 2023.

Dans ce cadre, **les dépenses ordinaires** devraient se stabiliser à près de 19,7% du PIB et rester toutefois supérieures à la moyenne annuelle de 18,7% enregistrée durant la période 2015-2020. Cette hausse s'explique principalement par le maintien des dépenses de compensation à près de 2,5% du PIB au lieu d'une moyenne de 1,4% au cours de la même période. En outre, l'accroissement attendu des dépenses des autres biens et services et celles de la masse salariale devraient alourdir davantage les dépenses ordinaires.

Quant aux **recettes ordinaires**, elles devraient ralentir en 2023 pour s'établir à 19,5% du PIB en léger recul par rapport à leur niveau estimé en 2022, suite notamment au ralentissement prévu des recettes de l'IS et celles de la TVA à l'importation et des droits de douanes. De leur côté, les recettes non fiscales devraient atteindre 2,2% du PIB, bénéficiant de la mobilisation des mécanismes innovants de financement et des recettes de monopoles. En tenant compte des dépenses d'investissement qui devraient s'établir à 5,5% du PIB, le **déficit budgétaire** devrait se maintenir à près de 5,5% du PIB en 2023.

### *Tendance haussière du ratio d'endettement public*

Face à cette situation déficitaire, et tenant compte du niveau des stocks en devises, et des flux nets des investissements directs étrangers en hausse de près de 10%, le besoin de financement devrait être couvert par des emprunts extérieurs et intérieurs. Dans ces conditions, le taux d'endettement du Trésor devrait poursuivre sa tendance haussière pour atteindre près de 71,2% du PIB, largement supérieur à 62,4% enregistré en moyenne durant la période 2014-2021. Tenant compte de la dette extérieure garantie, qui devrait reculer à près de 12,4% du PIB en 2023, la dette publique globale devrait atteindre 83,6% du PIB au lieu de 83,3% estimé en 2022 et 77,1% en moyenne entre 2014-2021.

### *Création monétaire en léger ralentissement*

La prévision des agrégats monétaires se base sur l'hypothèse de la reconduction des mesures de la politique monétaire en vigueur, en particulier, le maintien du taux d'intérêt directeur inchangé. Ainsi, et tenant compte des prévisions retenues pour la

croissance de l'activité économique nationale et de l'évolution prévue du niveau général des prix, **les crédits à l'économie** devraient accuser un accroissement de 4,6% en 2023.

Par ailleurs, **les avoirs extérieurs nets** devraient progresser pour maintenir un niveau de couverture de 5,7 mois d'importations de biens et services. Dans ces conditions, et sous l'hypothèse de la poursuite de la tendance haussière de la circulation fiduciaire, la liquidité bancaire devrait se creuser à près de 92MMDH en 2023<sup>4</sup>.

S'agissant des créances nettes sur l'Administration Centrale, composées essentiellement des créances des autres institutions de dépôts, elles continueraient de s'inscrire dans une tendance haussière en liaison avec le recours du Trésor au marché domestique pour la couverture de ses engagements. Tenant compte de toutes ces évolutions, **la création monétaire** devrait s'accroître de près de 4,4% en 2023 en ralentissement par rapport à 5,8% prévue en 2022.

---

<sup>4</sup> Rapport sur la politique monétaire (BAM, juin 2022)

## Conclusion

Dans un contexte mondial marqué par la succession de deux chocs, la crise pandémique et le conflit russo-ukrainien, l'incertitude et les risques ne cessent d'augmenter. Cette situation a perturbé la production et la consommation, entraînant ainsi une hausse importante des prix des produits de base.

Le Maroc, étant un pays importateur des produits énergétiques et alimentaires en particulier céréaliers, a été fortement impacté par les revers de cette crise. Cette inflation importée devrait atteindre un seuil exceptionnel cette année à l'instar de la plupart des pays du monde, ce qui devrait affecter brutalement le pouvoir d'achat et peser sur la rentabilité de quelques secteurs productifs. De ce fait, il serait rigoureux de prioriser le soutien au pouvoir d'achat dans les politiques publiques mises en place, et cibler les secteurs économiques en besoin d'appui pour mieux faire tourner la roue de l'économie.

En outre, la sécheresse connue durant cette campagne a pesé lourdement sur la situation économique. Force est de constater que le secteur agricole est confronté à des défis majeurs, notamment le problème structurel du changement climatique qui se traduit par la variabilité des températures et la rareté des précipitations qui impacte le rendement agricole et la sécurité alimentaire. Il serait donc nécessaire d'adopter des mesures adéquates de lutte contre ces enjeux en raison de la place importante qu'occupe le secteur agricole dans l'économie marocaine.

Par ailleurs, le Maroc devrait renforcer ses efforts dans le cadre de son engagement à atteindre les objectifs du développement durable, qui constituent un axe majeur du nouveau modèle de développement, notamment en matière de lutte contre les

changements climatiques et leurs répercussions. Ceci devrait passer notamment par la favorisation des cultures résilientes et celles qui garantissent la sécurité alimentaire tout en préservant les ressources hydriques.

Etant donné les circonstances actuelles, la consolidation des bases d'une souveraineté alimentaire s'impose aujourd'hui plus que jamais afin de subvenir aux besoins alimentaires les plus fondamentaux et d'éviter les séquelles d'une éventuelle crise. Ainsi, un système de gouvernance intégrée et efficace et une approche transversale s'avèrent indispensables pour faire face aux défis actuels.

## Annexe

	2020	2021	2022*	2023**
<b>Valeurs Ajoutées et PIB en volume (en %)</b>				
Valeur ajoutée totale	-7,0	7,8	1,2	3,9
Valeur ajoutée primaire	-7,1	17,6	-13,5	11,8
Valeur ajoutée non agricole	-6,9	6,6	3,5	2,9
Valeur ajoutée secondaire	-5,2	6,8	1,5	3,5
Valeur ajoutée tertiaire	-7,9	6,4	4,5	2,5
Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)	-8,4	8,8	2,2	1,5
PIB non agricole (VA +ITS)	-7,1	6,8	3,4	2,8
<b>PIB en volume</b>	<b>-7,2</b>	<b>7,9</b>	<b>1,3</b>	<b>3,7</b>
Variation du prix implicite du PIB	0,1	3,2	4,9	0,8
<b>Consommation finale</b>				
Ménages résidents	-4,4	7,5	2,5	3,2
Administrations publiques	-5,6	8,2	1,6	2,4
FBCF	-0,5	5,6	5,5	5,6
Exportations de biens et services	-10,0	9,3	2,6	4,9
Importations de biens et services	-15,0	8,7	9,0	5,2
<b>Épargne et investissement</b>				
Épargne intérieure	21,5	22,0	20,8	21,2
Épargne nationale	27,6	28,8	26,6	26,5
Investissement brut	28,8	31,1	31,3	30,9
<b>Solde de financement</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>-4,7</b>	<b>-4,4</b>
Déficit budgétaire	-7,1	-5,5	-5,4	-5,5
Dette publique globale	87,6	82,5	83,3	83,6
Dette de Trésor	72,2	68,9	70,4	71,2
Réserves en mois d'importations	8,7	7,0	5,8	5,7